



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 22

Nombre des Membres
en fonction : 22

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 2

Nombre de votants : 20

Convoqués le : 23/03/2017

DU PROCES VERBAL DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT HUIT MARS DEUX MILLE DIX SEPT à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

Etaient présents : M. Raymond FRANZKE, M. Jérôme DESFORGES, Mme Nathalie COLLIN-CESTONE, M. Yannick GROUTSCH, Mme Catherine BASSOT, M. Richard PERRET, M. Marc BURGUND, M. Calogero GALLETTA, Mme Marie-Josée HANESSE, M. Christian HANEN, M. Emile OMINETTI, Mme Claire ADAM, M. Jean-Loup MAHIEU, M. Claude BEBON, M. Bernard CHOLLOT, Mme Jessica SCHMIDT, Mme Laurence HERRMANN.

Absents ayant donné pouvoirs :

Mme Cathy LESURE a donné pouvoir à Mme Claire ADAM.
M. Didier LEVIS a donné pouvoir à M. Christian HANEN.

Absents Excusés : Mme Isabelle GAYRAL, Mme Sandrine MOUGEOT.

Secrétaire de Séance : M. Christian HANEN.

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h05 et constate que le quorum est atteint.

=====
INFORMATIONS
=====

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que M. KRAUS a saisi le contrôle de légalité de la préfecture concernant des délibérations de la séance du 20 octobre 2016. La saisine concernait la cession du terrain « Lamirand », la désaffectation et le déclassement de l'école Sous-les-Vignes, l'évolution du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre de la réhabilitation de l'ancien ALDI et l'emplacement du nouveau cimetière.

Monsieur le Maire donne lecture de la réponse de la préfecture et indique qu'aucune illégalité n'a été relevée par les services de l'Etat.

=====
APPROBATION DU COMPTE RENDU
=====

Le Compte Rendu de la séance précédente est approuvé à l'unanimité par l'assemblée délibérante.

=====
DÉCISIONS
=====

Monsieur le Maire donne lecture des décisions du Maire :

- 2017/01 : Droit de préemption Urbain
- 2017/02 : Désignation d'un avocat pour représenter la commune
- 2017/03 : Remboursement de sinistre
- 2017/04 : Renouvellement de l'adhésion au CNAS
- 2017/05 : Signature d'un avenant
- 2017/06 : Convention MATEC : Aménagement rue Pichon
- 2017/07 : Convention MATEC : Aménagement carrefour rue de Moulins et rue des Vignes
- 2017/08 : Convention MATEC : Aménagement rue de la Cheneau
- 2017/09 : MAPA reprise de concessions funéraires

POINT N°1 :

Approbation du compte de gestion

Monsieur Jérôme DESFORGES, adjoint au Maire en charge des Finances, rappelle aux membres du Conseil Municipal que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2016 et la décision modificative qui s'y rattache, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le comptable public.

Après s'être assuré que le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres émis et de

tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, le compte de gestion est présenté au Conseil Municipal pour approbation.

Monsieur Jérôme DESFORGES, adjoint au Maire en charge des Finances, demande au Conseil Municipal d'approuver le compte de gestion.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2312-1 ;

VU l'instruction budgétaire M14 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE le compte de gestion du Comptable Public pour l'exercice 2016. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur MAHIEU demande quelle est la différence entre le compte de gestion et le compte administratif ?

Monsieur DESFORGES lui répond que le compte de gestion et le compte administratif sont des documents tenus par des autorités différentes (comptable public et commune). Cependant, les documents doivent obligatoirement concorder comptablement quant aux titres et mandats émis durant l'exercice.

Monsieur MAHIEU indique qu'en additionnant les dépenses et les recettes totales des deux sections, le résultat final n'indique pas un déficit.

Monsieur DESFORGES lui indique que ce point sera explicité dans les prochains développements mais que cela ne se calcule pas ainsi.

POINT N°2 : *Monsieur le Maire ne pouvant pas participer au vote du compte administratif, Monsieur FRANZKE, 1^{er} Adjoint préside la séance. Monsieur le Maire quitte la salle lors du vote.*

Approbation du compte administratif 2016

Monsieur Jérôme DESFORGES, adjoint au Maire en charge des Finances, invite les membres du Conseil Municipal à examiner avec lui le compte administratif 2016.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le Compte Administratif 2016, joint en annexe, arrêté comme suit :

Section de fonctionnement	
Recettes 2016	2 038 969,93
Excédent de l'année 2015	662 274,1
Dépenses 2016	1 888 301,48
Résultat de fonctionnement de clôture (qui tient compte du résultat 2015) :	812 942,55
Excédent de l'exercice	150 668,45

Section Investissement	
Recettes	384 432,65
Excédents de l'année 2015	439 300,61
Dépenses	1 073 321,9
Résultat d'investissement de l'exercice : Déficit	-249 588,64
RAR dépense d'investissement	255 421,31
RAR en recette d'investissement	370 750
Résultat cumulé d'investissement (qui tient compte du résultat 2015) + RAR en dépenses et en recettes :	-134 259,95

Monsieur Jérôme DESFORGES, adjoint au Maire en charge des Finances, propose d'adopter le compte administratif 2016. Il indique que le Maire ne peut être présent lors du vote du compte administratif.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-14 ;

VU l'instruction budgétaire M14 ;

VU le compte de gestion adressé par le comptable public.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ADOpte le compte administratif de l'exercice 2016 et arrête les résultats.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur MAHIEU s'interroge sur le déficit, car il indique ne pas retrouver les mêmes sommes dans le compte de gestion.

Monsieur DESFORGES lui indique que les chiffres ont été repris du compte administratif qui est en conformité avec le compte de gestion.

POINT N°3 :

Affectation du résultat 2016 sur le budget primitif 2017

Monsieur Jérôme DESFORGES, adjoint au Maire en charge des Finances, invite les membres du Conseil Municipal à affecter l'excédent de la section fonctionnement de l'exercice 2016 à la section d'investissement

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter l'affectation du résultat suivant :

Résultat cumulé de la section de fonctionnement	812 942,55 €	
Couverture du besoin de financement au regard du déficit	134 259,95 €	Compte 1068 en recette d'investissement
Crédits supplémentaires	200 000,00 €	Compte 1068 en recette d'investissement
Compte 002 : Résultat de fonctionnement reporté	478 682. 60€	

Monsieur Jérôme DESFORGES, adjoint au Maire en charge des finances propose d'affecter les crédits indiqués ci-dessus de la section fonctionnement vers la section investissement.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2312-1 ;

VU l'instruction budgétaire M14 ;

VU le compte de gestion adressé par le comptable public.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'affecter le résultat de fonctionnement de l'année 2016 à la couverture du besoin de financement pour 134 259.95 euros et d'ajouter 200 000 euros de crédits supplémentaires au compte 1068 pour un total de 334 259.95 euros.

CONSTATE que le compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » s'élève à 478 682.60 euros.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur MAHIEU demande si les 478 682,60 euros évoqués représentent une « cagnotte ».

Monsieur DESFORGES explique le mécanisme du compte 1068 au regard du déficit d'investissement. Il indique aussi que le comptable public est d'accord pour transférer 200 000 euros de la section de fonctionnement vers l'investissement grâce à ce compte.

Monsieur le Maire indique qu'il ne faut pas imaginer que l'on peut transférer la totalité des 478 682.60 euros vers l'investissement. Le comptable public a souhaité à ce que nous nous limitions à 200 000 euros maximum.

POINT N°4 :

Vote du produit fiscal attendu et du taux des taxes pour 2017

Monsieur Jérôme DESFORGES, adjoint au Maire en charge des Finances, explique aux membres du Conseil Municipal que les efforts constants dans la recherche d'économies et la maîtrise des dépenses permettent de maintenir à leur niveau actuel les taux d'imposition et ce malgré la baisse inexorable des dotations de l'Etat.

Par conséquent, il est proposé au Conseil Municipal de ne pas augmenter les taux d'imposition pour l'année 2017.

Taxes	Pour mémoire les taux en 2016	Taux en 2017	Evolution
Taxe d'habitation	13,95%	13,95%	0%
Taxe foncière (bâti)	12,14%	12,14%	0%
Taxe foncière (non bâti)	52,84%	52,84%	0%

Monsieur Jérôme DESFORGES, adjoint au Maire en charge des Finances, demande au Conseil Municipal d'approuver la stabilité des taux d'imposition pour l'année 2017.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE le maintien du taux des trois taxes.

FIXE à 1 086 605 € le produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget primitif 2017 qui se décompose comme suit :

- Taxe d'habitation 629 843 €
- Taxe foncière (bâti) 439 589 €
- Taxe foncière (non bâti) 17 173 €

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur le Maire demande s'il y a des questions. Il précise que c'est le troisième exercice consécutif sans augmentation des impôts communaux.

M. MAHIEU lui demande où va l'argent, est-ce à Metz Métropole ou à la commune.

Monsieur le Maire répond qu'il va à la commune mais que le transfert de compétences à l'intercommunalité aura prochainement un impact important sur les recettes de fonctionnement.

M. CHOLLOT indique que les finances vont plus dans le sens de l'intercommunalité que vers les communes.

POINT N°5 :

Vote du Budget Primitif 2017

Monsieur Jérôme DESFORGES, adjoint au Maire en charge des Finances, invite les membres du Conseil Municipal à examiner avec lui le Budget Primitif de l'exercice 2017 qui

doit être voté chaque année en section de fonctionnement comme en section d'investissement.

Il rappelle que la commission des Finances s'est réunie à plusieurs reprises pour étudier et construire le budget dans un contexte économique difficile pour les collectivités et principalement pour les communes.

Néanmoins, ces dernières doivent trouver les ressources financières nécessaires pour réaliser leurs investissements.

En investissement, ce budget a notamment pour objectif de valoriser le patrimoine immobilier de la commune, en vendant notamment des biens qui sont devenus trop coûteux où sans réelle utilité, et en achetant des biens qui auront une réelle utilité à l'avenir.

En fonctionnement, le coût de la masse salariale baisse alors que traditionnellement cela est difficile. Ce budget est ambitieux mais il a vocation à permettre à la commune de continuer à développer les projets sur son territoire.

Aussi, les membres présents de la commission des Finances ont adopté à l'unanimité ce budget.

Il est à préciser que le budget, envoyé au préalable au comptable public pour avis, n'a fait l'objet d'aucune observation.

Monsieur Jérôme DESFORGES, adjoint au Maire en charge des Finances propose d'adopter le budget primitif de l'exercice 2017.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2312-1 ;

VU l'instruction budgétaire M14 ;

VU l'avis favorable des membres présents de la commission ;

VU la proposition du budget adressée aux membres du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ADOpte le budget primitif de l'exercice 2017 voté par chapitre, par opération et en équilibre en dépenses comme en recettes se décompose comme suit :

- Section de fonctionnement : 2 304 183.60 euros.
- Section d'investissement : 2 935 328.39 euros.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Pour : 19
Abstention : 1
(Jean Loup MAHIEU)

Monsieur le Maire explique que le budget a été examiné deux fois en commission des finances, et que les membres présents l'ont ainsi validé et à l'unanimité. Il ajoute que ce projet a aussi reçu l'aval du comptable public.

Monsieur MAHIEU indique qu'il n'était pas présent à la dernière commission et qu'il remercie Monsieur DESFORGES d'avoir indiqué dans le projet de délibération que le projet de budget a reçu un avis favorable des membres présents.

Monsieur le Maire indique que les points importants de ce budget sont les suivants :

- Pas d'augmentation d'impôts ;
- Baisse des dotations de l'Etat et en plus, cette année, de celles de Metz Métropole avec les transferts de compétences dès 2017 (de l'ordre de 27 000 € annoncés par Metz Métropole) ;
- Baisse des dépenses de personnel à hauteur de 10% par rapport à l'an dernier ;
- Une réduction des dépenses énergétiques qui commence à se mesurer à hauteur de 20%, hors augmentation du prix des abonnements et de l'énergie ;
- La prévision d'achat du C.A.U.E à hauteur d'un million d'euros ;
- Les travaux d'extension du périscolaire ;
- Les travaux d'extension du parking du Saint-Quentin ;
- La réhabilitation de l'église Saint Rémi ;
- Des cessions immobilières envisagées ;

- Un emprunt prévisionnel maximum de 490 000 euros qui pourrait être réduit significativement en cours d'exercice si la commune perçoit la D.E.T.R pour l'achat du C.A.U.E., si le produit des cessions immobilières est plus important que prévu, dès que sera connu le montant du fonds de concours de Metz Métropole pour subventionner les travaux de l'église, et enfin si le tracteur des services techniques dont l'achat est en prévision peut tenir encore cette année.

Madame HERRMANN demande à Monsieur le Maire d'où provient la baisse des dépenses de personnel.

Monsieur le Maire lui indique que des postes de titulaires ou d'emplois temporaires ne sont pas remplacés (administration, écoles et services techniques).

Monsieur MAHIEU note que le Budget Primitif présenté est très largement supérieur au budget précédent. Il indique que la baisse des dépenses de personnel se traduit par une hausse du coût de l'externalisation pour l'entretien des espaces verts : 100 000 euros sont consacrés à l'externalisation des missions.

Monsieur le Maire indique que le non remplacement de 3 postes de titulaires représente un gain de 100 000 euros pour la commune en coût chargé. Cela s'explique également par le fait d'agents aux services techniques qui sont malheureusement en longue maladie et qui continuent à être rémunérés par la commune. Les caisses d'assurance maladie remboursent ces salaires, mais la dépense est bien imputée sur le budget. Il précise par ailleurs qu'il convient à présent de rester prudent avec les embauches de personnel en raison des transferts de compétences qui arrivent, car des agents seront transférés à Metz Métropole et d'autres resteront à la charge de la commune.

En outre, le recours aux contrats aidés doit être plus limité. Monsieur le Maire poursuit en indiquant que certains autres postes en section de fonctionnement augmentent tout en indiquant qu'il y a des recettes à mettre en face. Par exemple, les dépenses du périscolaire ont augmenté vu l'augmentation du nombre d'enfants à la cantine, la commune doit donc payer par avance le fournisseur de repas au prorata du nombre d'enfants avant que les parents ne remboursent à la commune les factures.

Monsieur MAHIEU analyse ensuite les dépenses d'investissement et s'interroge quant à l'achat du C.A.U.E. qu'il qualifie de bâtiment luxueux.

Monsieur le Maire lui répond que la commune a une formidable occasion d'acquérir le bâtiment de valeurs patrimoniale et historique exceptionnelles, à un prix estimé par les domaines qui s'avère intéressant, car très inférieur au coût réel des dépenses engagées par le C.A.U.E. (achat et travaux).

Monsieur MAHIEU indique qu'il faudra beaucoup de travaux à l'intérieur du bâtiment, car il y a beaucoup de bureaux et les associations n'en ont pas besoin d'autant.

Monsieur le Maire lui répond qu'il n'est pas prévu de travaux dans ce bâtiment « habitable de suite ». Quant à son potentiel d'utilisation, d'autres activités pourront s'y dérouler comme l'école de musique, des services municipaux, les associations et le conseil de fabrique. Il faut se laisser le temps de la réflexion pour décider des activités qui se dérouleront dans ce bâtiment.

Madame COLLIN-CESTONE indique qu'il est aux normes P.M.R.

Monsieur MAHIEU demande si le vote du budget vaut autorisation d'achat.

Monsieur le Maire lui répond que non. Il faudra que le conseil municipal se prononce dans une délibération spécifique.

Madame COLLIN-CESTONE indique qu'il y aura de la place pour toutes les associations de la commune.

Monsieur MAHIEU indique que le bâtiment en face du C.A.U.E. (ancienne cuverie) nécessite énormément de travaux et qu'il a une faible valeur marchande.

Madame HANESSE ne partage pas cet avis et estime que le bâtiment a une certaine valeur au prix de l'immobilier à Scy-Chazelles, sans doute de l'ordre de 300 000 euros.

Monsieur MAHIEU s'en étonne et indique que le presbytère s'est vendu à 350 000 euros alors qu'il était en meilleur état.

Madame HANESSE indique que le bâtiment en face du C.A.U.E a une superficie de 400 m² alors que le presbytère avait une superficie bien moindre. Il faut compter 1 200 euros du m² pour restaurer le bâtiment.

Monsieur MAHIEU s'étonne que le budget comporte un emprunt et il ressort une coupure de presse où le titre indique qu'il n'y aura pas d'emprunt à Scy-Chazelles jusqu'en 2020.

Monsieur le Maire lui répond qu'il a mal lu l'article, pourtant parfaitement clair et sans ambiguïté sur ce sujet : pas de hausse des impôts jusqu'en 2020, et un emprunt limité à environ 700 000 € pour ne pas augmenter l'endettement par rapport au début de mandat. Il demande à Monsieur MAHIEU de lire la partie de l'article relative à l'emprunt.

Monsieur MAHIEU donne lecture de l'article et reconnaît que le titre est en effet trompeur.

Monsieur le Maire déclare que les communes ont un avenir incertain face à l'intercommunalité et qu'il ne souhaite pas endetter la sienne.

Monsieur CHOLLOT note qu'il s'agit d'une gestion prudente du personnel dans un contexte de transfert de compétences à Metz Métropole.

Monsieur le Maire indique qu'il faut être prudent au regard des baisses de dotation. En début de mandat, le comptable public lui a indiqué qu'il fallait réduire les dépenses de personnel, car celles-ci étaient très élevées pour une commune de notre taille.

Madame ADAM indique qu'elle souhaite passer au vote.

Monsieur le Maire conclut en indiquant que la Caisse d'Allocations Familiales propose un emprunt sans intérêt pour financer les travaux de l'extension du périscolaire. Cette aide mérite d'être étudiée.

POINT N°6 : Certains conseillers étant intéressés, à savoir Monsieur DESFORGES et Madame ADAM, ils quittent la salle lors du vote.

Versement des subventions 2017 aux associations de la commune

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le vote du budget ne suffit pas en soi à verser les subventions aux associations. Les besoins exprimés par les différentes associations ont été étudiés par la municipalité. Ils sont à présent soumis à approbation du Conseil Municipal.

Les associations font vivre la commune en proposant des activités culturelles et sportives tout en permettant aux habitants de se rencontrer et de créer du lien social. L'intérêt public local est donc ici évident au regard des projets proposés.

Les montants alloués sont les suivants :

- Loisirs et Amitiés sportives : 500 euros pour financer des animations et des dépenses de fonctionnement.
- Ateliers musicaux de Scy-Chazelles : 850 euros pour l'achat d'une sono mobile.
- Tennis club : 3 800 euros pour aider au maintien à l'embauche de leur salariée, participer aux dépenses de travaux d'entretien et de rénovation assurés par le club.
- Amitiés Sigéo-castelloises : 2 000 euros pour aider l'association dans l'achat de supports de communication (ex : banderoles, flyers, ...), ainsi que pour soutenir certaines manifestations (ex : Fête de la Vigne).
- Etincelles : 1 000 euros pour soutenir les manifestations et le développement des projets culturels.
- AS Foot : 2 000 euros pour financer les projets du club (mise en place d'une équipe jeune, montée de l'équipe fanion en division supérieure, achat d'équipements, ...).
- La Scytadelle des jeux : 500 euros pour l'achat de jeux et le développement des activités.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les demandes des associations présentées en séance ;

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé au Conseil Municipal de verser le montant des subventions envisagé ci-dessus pour chaque association. La subvention est individualisée pour chaque association.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à verser les subventions aux associations visées ci-dessus avec le montant de subvention propre à chacune pour un montant total de 10 650 euros.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à cette demande.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération

Les conseillers intéressés qui ont quitté la salle pour cette délibération reviennent pour le point suivant.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur le Maire donne lecture des projets des associations qui ont demandé une subvention et précise qu'elles ont toutes été reçues par Madame Cathy LESURE en vue de leur examen.

POINT N°7 :

Demande de subvention pour la remise à niveau du fonds documentaire

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le fonds de la bibliothèque doit être renouvelé régulièrement afin de proposer un plus vaste choix de lecture aux adhérents et aux enfants. Le Conseil Départemental subventionne cette année les bibliothèques municipales inférieures à 3 000 habitants.

La subvention demandée s'élève à 1 200 euros.

Le fonds jeunesse (6 à 15 ans) sera remis à niveau. Cela concerne tout le fonds (romans, bandes-dessinées, albums, documentaires et autres sauf les périodiques).

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé au Conseil Municipal de solliciter une subvention de 1 200 euros.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à solliciter une demande de subvention de 1 200 euros auprès du Conseil Départemental dans le cadre de la remise à niveau du fonds documentaire.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à cette demande.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

POINT N°8 :

Demande de subvention au Conseil Départemental de la Moselle au titre de l'action culturelle dans les Bibliothèques – InsoLivres 2017

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que la bibliothèque va organiser une nouvelle édition « InsoLivres ». Cette activité culturelle est développée et encouragée par le Conseil Départemental de la Moselle depuis 2008 afin de promouvoir la lecture publique.

Le thème de l'édition 2017 portera sur « les jardins » et plus particulièrement sur la culture au jardin. De nombreuses animations sont envisagées :

- Lecture contées et parcours d'un sentier sonore ;
- Balade découverte des orchidées sauvages du Mont Saint Quentin ;
- Création de hérissons en papier ;
- Atelier découverte des plantes comestibles ;
- Atelier – circuit sur la biodiversité dans nos jardins ;
- Rencontre d'auteur et atelier graines germées,
- Sélection d'ouvrages thématiques.

Le coût total des dépenses pour cette édition s'élève à 669.14 euros T.T.C.

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé au Conseil Municipal de solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à solliciter une demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour aider financièrement la commune à hauteur de 299.57 euros.

AUTOIRISE le Maire à solliciter cette aide financière annuellement auprès du Conseil Départemental jusqu'à la fin du mandat.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'élaboration et à l'exécution de ce projet.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur CHOLLOT indique qu'il s'agit d'un programme riche comparativement aux moyens financiers injectés.

Monsieur MAHIEU précise que la promenade découverte des orchidées se fera vraisemblablement fin mai ou début juin.

POINT N°9 :

Convention du Festival Musique Sur Les Côtes

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que l'édition 2017 du Festival Musique Sur Les Côtes portera sur la thématique de la voix.

Les événements musicaux se dérouleront :

- Le jeudi 12 octobre 2017 à 20h30 en l'église St Rémi de Scy-Chazelles ;
- Le vendredi 13 octobre 2017 à 20h30 en l'église St Gorgon de Lessy ;
- Le samedi 14 octobre 2017 à 20h30 en l'église St Clément de Lorry-les-Metz ;
- Le dimanche 15 octobre 2017 à 20h30 en l'église St Brigide de Plappeville.

Chaque commune assurera la logistique de son concert (Invitation, programme...). Scy-Chazelles sera cette année en contact avec les sponsors, Lessy sera en relation avec les médias, Lorry se chargera du press-book, des affiches et des flyers et Plappeville de la trésorerie et des contrats avec les musiciens.

Une billetterie est fixée à 8 euros par entrée et un pass pour tous les concerts sera disponible à 20 euros. La gratuité sera appliquée jusqu'à 16 ans.

Comme chaque année, en cas de déficit, la somme sera répartie en parts égales entre les quatre communes et en cas de résultat positif, celui-ci sera reporté sur l'année suivante.

Sur proposition de Monsieur le Maire il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention de participation au Festival Musique Sur Les Côtes.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer la convention avec les autres communes membres de l'événement au regard des obligations envisagées ci-dessous.

AUTORISE le Maire à régler à régler le déficit de l'opération pour la part qui reviendrait à la Commune.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Madame ADAM indique que le thème a été choisi et qu'il faut encore trouver des sponsors et discuter avec les groupes. La 15ème édition a été un succès et il n'y a pas eu de déficit. Une inquiétude a pesé sur les communes organisatrices l'an dernier avec le JAZZ MANOUCHE, car leur participation avait un coût important. Néanmoins, le succès a été au rendez-vous. Les gens ont beaucoup apprécié.

POINT N°10 :

Convention avec l'université de Lorraine relative au prêt de «l'expo mobile»

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que la commune souhaite signer une convention avec l'Université de Lorraine dont la thématique portera sur la culture et plus précisément sur « Jules Verne, la langue française, la langue de l'aventure ». Le but de l'expo-mobile est d'apporter des éclairages sur des thématiques scientifiques variées.

L'exposition aura lieu du 02 au 17 octobre 2017.

Des objets, des maquettes et des minéraux seront présentés pour illustrer les aspects scientifiques de l'exposition. Le matériel à assurer par la commune s'élève à 16 666.90 euros.

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé au Conseil Municipal de l'autoriser à signer la convention avec l'Université de Lorraine.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer la convention avec l'Université de Lorraine.

AUTORISE le Maire à prendre en charge l'ensemble des dépenses inhérentes à la tenue de cette exposition dans la commune.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur MAHIEU demande si le montant contenu dans la délibération représente la valeur du matériel à assurer ou la somme à verser à l'assureur.

Monsieur le Maire lui répond que c'est la valeur du matériel à assurer et non le coût de l'assurance pour l'exposition.

POINT N°11 :

Développement des ressources documentaires et numériques

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le fonds de la bibliothèque doit être développé pour les « bébés lecteurs » de 3 mois à 6 ans. Le but est d'acculturer l'enfant à la lecture et à l'univers des livres. Le support de l'animation sera le livre en tant qu'outil capable de développer une interactivité avec l'enfant. Des animations seront aussi prévues comme le tapis de lecture et des intervenants organiseront des ateliers.

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé au Conseil Municipal de solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à solliciter une demande de subvention auprès du Conseil Départemental dans le cadre du développement des ressources documentaires et numériques.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à cette demande.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Madame COLLIN-CESTONE dit qu'il s'agit là d'un beau projet.

POINT N°12 :

Demande de subvention dans le cadre de la D.E.T.R 2017

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le bâtiment du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (C.A.U.E) de Moselle va être vendu par ce dernier.

Dans l'hypothèse où la commune se porterait acquéreur au prix de 996 000 euros, correspondant à l'estimation des domaines, il serait possible de solliciter auprès de l'Etat une aide financière pour les acquisitions immobilières.

En effet, l'Etat peut contribuer financièrement à l'achat au titre de la D.E.T.R. 2017.

Monsieur le Maire sollicite donc l'accord du Conseil Municipal pour demander une aide financière à l'Etat dans le cadre de la D.E.T.R 2017 à hauteur de 20%.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2334-32 à L.2334-39 et R.2334-19 à R2334-35,

VU la Circulaire Ministérielle relative à la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2016 (D.E.T.R),

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à solliciter l'Etat pour une demande de subvention D.E.T.R pour l'acquisition du bâtiment à hauteur de 20% du prix d'achat.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents afférents à la demande de subvention.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

M. MAHIEU demande si la commune s'engage dans l'achat avec cette délibération.

Monsieur le Maire lui répond que non, car il faudra prendre une délibération distincte. Mais il faut par contre demander de suite une subvention pour que notre requête soit prise en considération par le Conseil Départemental qui examinera tous les dossiers dans le courant du 1er trimestre.

Monsieur MAHIEU estime que le conditionnel utilisé dans le projet de délibération n'est pas suffisant. Il faudrait être encore plus nuancé, car sans cela son vote ne sera pas en faveur de la délibération. Il ne souhaite pas que les demandes de subvention prêtent à confusion avec l'autorisation d'achat du bâtiment.

Monsieur le Maire lui propose une autre formulation « Dans l'hypothèse où ... ».

Monsieur MAHIEU est d'accord.

POINT N°13 :

Demande de subvention A.M.I.T.E.R 2017

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le bâtiment du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (C.A.U.E) de Moselle va être vendu par ce dernier.

Dans l'hypothèse où la commune se porterait acquéreur au prix de 996 000 euros, correspondant à l'estimation des domaines, il serait possible de solliciter Aide Mosellane à l'Investissement des Territoires (A.M.I.T.E.R) pour obtenir une subvention.

Les communes ne peuvent bénéficier que de trois aides financières de ce type de la part du Conseil Départemental. Lorsque plusieurs cofinanceurs participent au projet, l'aide ne peut être supérieure à 20% du coût total du projet.

Monsieur le Maire sollicite donc l'accord du Conseil Municipal pour demander une aide financière au Conseil Départemental à hauteur de 300 000 euros dans le cadre du contrat AMITER 2015-2020.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à solliciter une A.M.I.T.E.R d'un montant de 300 000 euros dans le cadre de l'acquisition du bâtiment du C.A.U.E.

AUTORISE le Maire à faire adhérer la commune au dispositif AMITER en signant les conventions et autres documents à venir avec le Conseil Départemental en sa qualité de cofinanceur.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

POINT N°14 :

Demande de subvention à la fondation Brigitte BARDOT

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que la fondation Brigitte BARDOT subventionne la stérilisation des chats errants sur le territoire communal. En 2014, ce partenariat a été un succès, car la démographie de ces animaux a baissé. Aujourd'hui, une nouvelle campagne de stérilisation est devenue nécessaire.

A titre indicatif, la subvention est de 40 euros pour un mâle et de 70 euros pour une femelle.

Le docteur CHARDON, vétérinaire à Ars-sur-Moselle, a été sollicité pour établir un devis pour la stérilisation des chats.

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé de demander une nouvelle subvention pour la stérilisation des chats.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à solliciter une demande de subvention à la fondation Brigitte BARDOT pour la stérilisation de 10 mâles et 10 femelles.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à cette demande.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

POINT N°15 :

Sollicitation du fond de concours d'investissement de Metz Métropole pour la réhabilitation de l'église Saint Rémi

Monsieur le Maire, explique au Conseil Municipal que Metz Métropole a décidé de mettre en place un dispositif d'attribution de fonds de concours (F.D.C) d'investissement en faveur de ses communes membres sur la période 2017-2020.

Le dispositif sera présenté à l'assemblée délibérante fin mars, toutefois, les communes sont invitées à présenter leur projet et à déposer leur dossier jusqu'au 15 avril prochain.

Le soutien financier apporté par Metz Métropole a pour objet de favoriser le financement de projets communaux qui devront s'inscrire en cohérence avec le projet de territoire de Metz Métropole. Selon le projet de règlement d'attribution et de gestion des F.D.C sera éligible à l'attribution d'un fonds de concours, un projet d'investissement de compétence communale qui répond à des objectifs en lien avec le projet de territoire de Metz Métropole, et notamment dans le domaine de la valorisation architecturale, construction et réhabilitation du patrimoine bâti des communes.

La réhabilitation de l'église Saint Rémi fait partie intégrante du patrimoine bâti de la commune aussi, les travaux de réhabilitation sont éligibles à une subvention. En termes de financement, le fonds de concours est plafonné à 50 % du solde de l'opération restant à charge de la commune TTC.

La participation minimale de la commune maître d'ouvrage est de 20 % minimum du montant total hors taxe des financements apportés par des personnes publiques au projet. Le F.D.C est fixé à 100 000 euros afin de permettre à toutes les communes de pouvoir bénéficier de fonds de concours.

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé au Conseil Municipal de solliciter le fond de concours auprès de Metz Métropole.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L1111-10 du CGCT ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à solliciter le fond de concours de Metz Métropole pour la réhabilitation de l'église Saint Rémi.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à cette demande.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur le Maire indique que le projet sera a priori subventionné à hauteur de 70% (Etat, D.R.A.C, conseil de fabrique, mécénat et éventuellement Metz Métropole), et ajoute que les élus ont bien fait de voter une opération globale plutôt que se limiter à la seule toiture.

POINT N°16 :

Cession de parcelles à M.RIZZON

Madame BASSOT, adjointe au Maire en charge de l'Urbanisme informe les membres du Conseil Municipal que M.RIZZON a émis le souhait d'acquérir les parcelles communales section 1 n° 118 d'une surface de 19 ares 09 et la section 1 parcelle n°119 d'une surface de 4 ares 32, jouxtant sa propriété. La plus grande parcelle est actuellement en friche.

Le prix de vente proposé par M. Philippe RIZZON résidant au 5 rue Drogon 57160 Scy-Chazelles est de 60 000 euros.

Il est donc demandé aux membres du Conseil Municipal d'autoriser le Maire à céder les deux parcelles au prix de 60 000 euros.

Sur proposition de Madame Catherine BASSOT, adjointe au Maire en charge de l'Urbanisme,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU l'estimation des domaines en date du 23 Mars 2017,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de céder les deux parcelles n° 118 et 119 à M. Philippe RIZZON au prix de 60 000 euros.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents et actes nécessaires à la vente des parcelles identifiées ci-dessus.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur le Maire explique que l'estimation des domaines est de 8 euros du m², car le terrain se situe en zone N. Les domaines ne prennent pas en compte la valeur de convenance, ce qui est le cas pour l'acquéreur, car il valorise sa maison avec une plus grande surface de terrain.

POINT N°17 :

Désignation de la Commission de Délégation de Service Public

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que la Délégation de Service Public pour la gestion de la micro-crèche nécessite la création d'une commission spécialement désignée à cet effet.

Par délibération en date du 15 décembre 2016, l'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes de candidatures à la Commission de Délégation de Service Public et a décidé de procéder, lors d'une prochaine réunion, à l'élection des membres titulaires et suppléants de cette Commission visée à l'article L. 1411-5 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et appelée à intervenir à différentes étapes de la passation des délégations de service public.

La commission sera composée de 3 membres titulaires et 3 membres suppléants conformément à l'article L. 1411-5 du CGCT, car la commune a moins de 3 500 habitants. Le Maire est président de droit.

Il est proposé au Conseil Municipal d'élire en qualité de membres cette Commission :

Membres Titulaires	Membres Suppléants
Mme Laurence HERRMANN	M Jérôme DESFORGES
M. Christian HANEN	M. Callogero GALLETTA
Mme Nathalie COLLIN-CESTONE	M. Raymond FRANZKE

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver la désignation des membres de la commission.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-21 ;

VU la délibération fixant les conditions du dépôt des candidatures pour la commission de Délégation de Service Public ;

VU la liste déposée en mairie le 16 février 2017 par M. Frédéric NAVROT ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour la nomination des membres de la commission de Délégation de Service Public.

DESIGNE les membres de la commission conformément au tableau figurant ci-dessus.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

POINT N°18 :

Crédits scolaires 2016/2017

Madame COLLIN-CESTONE, Adjointe en charge des Affaires Scolaires, explique au Conseil Municipal, que chaque année des crédits sont alloués aux écoles sigéo-castelloises pour les fournitures scolaires, les fournitures de bureau, les sorties et les classes vertes.

Il est proposé au Conseil Municipal de voter les crédits scolaires 2016/2017 comme suit :

Pour l'école primaire :

- Crédits de fournitures scolaires : 30 euros par élève quelle que soit la classe pour les fournitures scolaires, 82.50 euros par classe pour les fournitures de bureau. Le coût total des crédits de fournitures scolaires s'élève à 5 280 euros et 495 euros pour les crédits bureau.
- Crédits sorties : 52 euros par élève soit un coût total de 5 668 euros.
- Crédits classes vertes : 50 euros par élève pour la classe de M.PICCIN et 90.00 pour la classe de Mme BRUNELLA. Les crédits varient entre ces deux classes, car les voyages sont différents en termes d'éloignement. Le coût total des classes vertes s'élève à 3 300 euros.

Pour l'école maternelle :

- Crédits de fournitures scolaires : 30 euros par élève quelle que soit la classe et 82.50 euros par classe pour les fournitures de bureau. Le coût total des crédits de fournitures scolaires s'élève à 2 010 euros et 247.50 euros pour les crédits bureau.

- Crédits sorties : 30 euros par élève. Le coût total des crédits sorties s'élève à 2 010 euros.

Sur proposition Madame COLLIN-CESTONE, Adjointe en charge des Affaires Scolaires, il est proposé d'approuver le montant des crédits scolaires exposés ci-dessus.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de fixer pour l'année 2016/2017 le montant de la participation de la commune aux frais de scolarisation au regard des montants indiqués dans la présente délibération.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à cette demande.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

POINT N°19 :

Frais de scolarité

Madame COLLIN-CESTONE, Adjointe en charge des Affaires Scolaires, explique au Conseil Municipal, que chaque année les frais de scolarité sont votés par le Conseil Municipal. En effet, lorsque des enfants sont scolarisés en dehors du territoire communal, certaines communes exigent une contribution financière pour les enfants originaires de Scy-Chazelles.

Dans un souci de réciprocité et d'équité, il est proposé au Conseil Municipal d'instaurer à l'égard de ces communes, une contribution financières de 897.10 euros représentant les frais de scolarisation d'un enfant fréquentant une école sigéo-castelloise et ce à compter de la rentrée 2016/2017.

Sur proposition Madame COLLIN-CESTONE, Adjointe en charge des Affaires Scolaires, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le montant des frais de scolarité à appliquer aux autres communes.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'appliquer le principe d'une contribution financière d'un montant de 897.10 euros pour tout enfant domicilié dans lesdites communes et scolarisé à Scy-Chazelles.

DECIDE d'exonérer du paiement de cette participation financière les communes accueillant dans leurs écoles et sans aucune compensation financières les enfants sigéo-castellois.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur FRANZKE demande d'où provient le chiffre de 897.10 euros.

Madame COLLIN-CESTONE précise qu'il prend en compte l'ensemble des dépenses de fonctionnement (personnel, fluides, entretien, ...) rapportées aux effectifs.

POINT N°20 :

Modification de l'indice relatif au calcul de l'indemnité de fonction des élus

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, explique au Conseil Municipal que le décret n°2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation a modifié le montant perçu par les élus. Le comptable public souhaite qu'une délibération soit prise pour entériner l'augmentation fixée par décret.

Il est nécessaire de modifier les indemnités du Maire, des Adjoints et des conseillers municipaux délégués dans la mesure où l'indice 1015 n'est plus l'indice terminal mais

l'indice 1028. La référence à un indice déterminé oblige le Conseil Municipal à délibérer sur chaque changement d'indice.

La référence à l'indice terminal permet de ne plus reprendre obligatoirement une délibération afin de donner une plasticité à la délibération suite à la modification d'un décret.

Sur proposition de M. DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, il est proposé de :

- Fixer les indemnités au taux de 100% pour l'exercice effectif des fonctions de Maire au regard de l'importance démographique de la commune, soit 43% de l'indice terminal de la fonction publique.
- Fixer les indemnités au taux de 100% pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au Maire au regard de l'importance démographique de la commune, soit 16.5% de l'indice terminal de la fonction publique.
- Fixer les indemnités au taux de 8.25% de l'indice terminal pour M. Jérôme DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances et de fixer à 8.25% pour M. Richard PERRET, conseiller municipal délégué au taux de 8.25% de l'indice terminal, en application de l'article L 2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sur proposition de Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, il est proposé d'autoriser la modification du régime indemnitaire en se basant désormais sur l'indice terminal.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2123-24,
VU la strate démographique de la Commune,

VU le tableau de l'A.M.F présentant les taux de rémunération,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE la modification du régime indemnitaire de fonction des élus conformément aux textes en vigueur aux taux indiqués dans la présente délibération.

DECIDE que la référence du taux de rémunération des élus s'effectuera sur la base de l'indice terminal de la fonction publique.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur MAHIEU regrette qu'il faille voter une telle délibération alors qu'un décret nous oblige à appliquer ces taux.

POINT N°21 :

Mise à jour du tableau des effectifs

Monsieur le Maire rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte-tenu de l'avis favorable de la Commission Administrative Paritaire du 8 décembre 2016 au détachement sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services des communes de 2 000 à 10 000 habitants, il convient de créer 1 poste ;

S'agissant des seuls fonctionnaires titulaires d'un grade de catégorie A pouvant être détachés sur un emploi fonctionnel, pour une durée qui ne peut être supérieure à 5 ans, renouvelable expressément, il convient de conserver le poste d'attaché ;

Compte-tenu de l'application du protocole Parcours Professionnels, des Carrières et des Rémunérations (PPCR) au 1^{er} janvier 2017, une nouvelle organisation des carrières, en créant trois nouvelles échelles indiciaires au lieu de quatre, entraîne une modification du tableau des effectifs ;

Considérant la nécessité de créer 1 poste et la réorganisation des carrières, Monsieur le Maire propose de modifier le tableau des effectifs ;

Sur proposition de Monsieur le Maire de modifier le tableau des effectifs ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 34,

VU l'avis favorable de la Commission Administrative Paritaire du 8 décembre 2016,

DECIDE de la création de 1 poste,

DECIDE de l'adaptation et de la suppression de certains grades,

DECIDE de modifier comme suit le tableau des effectifs :

GRADES	Nbre d'agents au précédent tableau des effectifs	Nbre d'agents au nouveau tableau des effectifs	Nbre d'agents en fonction
SECTEUR ADMINISTRATIF			
Directeur Général des Services	0	1	1
Attaché	1	1	0
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} cl.	2	2	2
Adjoint administratif 2 ^{ème} cl.	3	0	0
Adjoint administratif territorial	0	3	2
SECTEUR TECHNIQUE			
Agent de maîtrise principal	1	1	1
Adjoint technique territorial principal de 1 ^{ère} cl.	1	1	1
Adjoint technique territorial principal de 2 ^{ème} cl.	2	3	3
Adjoint technique 1 ^{ère} cl.	1	0	0
Adjoint technique 2 ^{ème} cl.	5	0	0
Adjoint technique territorial	0	5	5
SECTEUR SOCIAL			
ATSEM principal de 2 ^{ème} cl.	1	1	1
SECTEUR ANIMATION			
Animateur	1	1	1
Adjoint d'animation 2 ^{ème} cl.	3	0	0
Adjoint territorial d'animation	0	3	3
SECTEUR PATRIMOINE			
Adjoint du patrimoine 1 ^{ère} cl.	1	0	0
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2 ^{ème} cl.	0	1	1
SECTEUR POLICE			
Brigadier-Chef Principal	1	1	1
TOTAL	23	24	22

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

POINT N°22 :

Adhésion au concours national « Villes et Villages étoilés »

Madame BASSOT, Adjointe au Maire en charge de l'urbanisme, rappelle au Conseil Municipal que la commune a été labellisée « Village étoilé » en 2012. Ce label est valide 4 ans et afin de le conserver, la commune doit à nouveau participer au concours.

Le concours ouvrira pendant le premier trimestre 2017, date à partir de laquelle il sera possible de s'inscrire sur le site internet de l'organisateur de l'événement. La commune a jusqu'au 15 septembre 2017 pour remplir la demande d'adhésion.

Enfin, il convient de préciser que les communes peuvent perdre ce label.

Les frais à l'inscription s'élèvent à 50 euros.

Sur proposition de Madame BASSOT, Adjointe au Maire en charge de l'urbanisme, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'adhésion au concours national des Villes et Villages étoilés et d'approuver la participation de la commune à ce nouveau concours.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'adhésion de la commune à ce concours.

AUTORISE le Maire à payer 50 euros au titre des frais d'inscription et tous les autres frais éventuels liés à cette opération jusqu'à la fin du mandat.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

POINT N°23 :

Vidéo protection sur la voie publique

Monsieur Perret, Conseiller Municipal délégué en charge de la police et de la sécurité, explique au Conseil Municipal que les bâtiments communaux font régulièrement l'objet de dégradations et d'incivismes. La commune a déjà déclaré trois sinistres à son assureur depuis le début de l'année suite à des carreaux et des vitraux cassés.

Le policier municipal ne peut intervenir à toute heure du jour et de la nuit et le temps d'intervention de la police nationale ne permet pas d'appréhender les auteurs des dégradations. La vidéosurveillance permettrait d'enregistrer les images des dégradations afin que la police effectue son travail de recherche. Elle pourrait aussi avoir un effet dissuasif vis-à-vis des malfaiteurs. D'autres communes limitrophes utilisent déjà ce procédé à l'image de Moulins-Lès-Metz.

Les dégradations ont nettement diminué et le contribuable n'a plus à supporter le coût des réparations. En effet, l'assureur applique une franchise, or il n'est pas toujours souhaitable de déclarer le sinistre mais la commune supporte en tout hypothèse le coût des réparations sur son budget.

Seules les autorités publiques peuvent filmer la voie publique et tel est le cas des communes. La préfecture et les services de police sont associés à la pose des caméras et cela permet de garantir aux administrés que leurs droits seront respectés. En effet, toutes les images prises par les caméras dirigées sur un lieu privé seront automatiquement floutées.

En outre, seules les personnes habilitées par l'autorisation préfectorale, et dans le cadre de leurs fonctions, peuvent visionner les images enregistrées. Ces personnes doivent être particulièrement formées et sensibilisées aux règles de mise en œuvre d'un système de vidéo protection.

Monsieur Perret, Conseiller Municipal délégué en charge de la police et de la sécurité demande au Conseil Municipal de réfléchir à l'utilité et aux avantages que procurerait la vidéo protection sur le territoire communal. Il demande au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à engager les démarches nécessaires au déploiement du dispositif sur le territoire communal.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L 223-1 et L 251-1 et suivants ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à engager les démarches administratives et techniques pour déployer la vidéo protection sur le territoire communal.

AUTORISE le Maire à solliciter tous les agréments auprès des autorités compétentes.

AUTORISE le Maire à désigner les personnes à habilitier auprès des autorités compétentes pour visionner les images.

AUTORISE le Maire à engager la dépense pour mettre en place ce dispositif.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Pour : 18
Contre : 1
(Yannick GROUTSCH)
Abstention : 1
(Jean Loup MAHIEU)

Madame HERRMANN demande qui aura la possibilité de visionner les images.

Monsieur PERRET lui répond que le D.G.S et le policier municipal le pourront ou toute autre personne désignée expressément par le Maire et habilitée par les services de l'Etat.

Madame COLLIN-CESTONE demande quels seront les sites équipés de caméras.

Monsieur PERRET dit qu'il s'agira des sites de la mairie, de l'Espace Liberté et du parc de l'Archyre. Monsieur le Maire complète le propos en précisant que les caméras filmeront les abords des sites ayant subi des actes de vandalisme.

Madame COLLIN-CESTONE indique que le parking derrière la mairie connaît aussi des actes de vandalisme.

Madame BASSOT demande si c'est toujours la commune qui décide des emplacements.

Monsieur le Maire lui répond que oui.

Monsieur PERRET indique que 8 secteurs sur le territoire communal ont déjà été identifiés par la police.

Monsieur le Maire indique qu'il faut avoir une vision évolutive des secteurs concernés.

Monsieur CHOLLOT indique qu'il y aura des caméras pour filmer les malfaiteurs et les dégradations ou les vols. Il indique aussi que des dégradations ont récemment eu lieu sur le bâtiment « C2 » situé rue de la Passerine. Une maison située square GOUPIL a été récemment cambriolée.

Monsieur GROUTSCH indique qu'il n'est pas convaincu par les arguments avancés. Il estime qu'il n'y a pas assez d'arguments pour se prononcer en faveur de ce dispositif. Le coût de l'installation des caméras ne figure pas dans la délibération et on ne sait pas où iront les jeunes une fois que le dispositif de vidéo protection sera installé. Il indique qu'il est difficile pour lui de prendre une décision lors de cette séance au regard du manque d'éléments. Il demande si les faits de délinquance ont diminué dans les autres communes et dans quelle proportion. Il indique aussi que l'on ne peut pas faire le lien entre le coût des dégradations et les éventuelles franchises appliquées par l'assureur et le coût de l'installation. Il propose de remettre le débat à une autre séance.

Monsieur FRANZKE indique qu'il ne comprend pas le rapport de Monsieur GROUTSCH entre le coût de l'installation du dispositif et le coût de l'assurance.

Monsieur GROUTSCH lui répond que c'est ce qu'indique la délibération.

Monsieur le Maire indique qu'il a les chiffres en sa possession pour répondre aux questions de Monsieur GROUTSCH. Le coût pour 3 caméras s'élève à 20 000 euros T.T.C. A cela s'ajoutera la caméra mobile mais l'opération n'excédera pas 30 000 euros T.T.C. Le taux de délinquance des sites protégés est proche de 0% dans les communes dotées de ce dispositif. La délinquance a sans doute été déplacée dans d'autres communes qui ne sont pas dotées de la vidéo protection.

Monsieur CHOLLOT indique que la population est en danger.

Monsieur GROUTSCH ne remet pas cela en cause.

Monsieur le Maire indique que l'équipe municipale a eu une discussion en début de mandat sur la pose des caméras. Il y avait beaucoup d'élus contre mais la situation de la commune a évolué, et la position des élus également. Il faut apporter des réponses aux habitants. La police incite fortement les communes à déployer ces caméras pour les aider à traiter et élucider les affaires.

Monsieur GROUTSCH demande quel est le coût des réparations et où vont aller sévir les auteurs de dégradations dès lors qu'ils sauront être filmés à Scy-Chazelles.

Monsieur PERRET lui répond que la population se sent en insécurité et qu'elle demande qu'on agisse

Monsieur CHOLLOT estime qu'un degré de violence a été franchi et qu'il y aura bientôt une atteinte à l'intégrité physique des personnes. De plus, les caméras ont un effet dissuasif.

Monsieur le Maire rappelle qu'il n'y a plus de délinquance à Moulins-les-Metz dans les secteurs équipés de caméras.

Monsieur PERRET indique qu'une caméra n'empêche pas un cambriolage.

Monsieur FRANZKE demande à Monsieur GROUTSCH quelles sont les solutions qu'il préconise d'apporter à la population.

Monsieur GROUTSCH lui répond qu'il faut y réfléchir sereinement. Il s'interroge sur le nombre de caméras nomades qui seront utilisées.

M. le Maire lui répond qu'il n'y en aurait qu'une qui serait déplacée et utilisée en cas de dégradation.

Monsieur FRANZKE indique que ce dispositif est strictement encadré du point de vue de la loi.

Monsieur GROUTSCH lui répond qu'il comprend.

Monsieur FRANZKE souligne qu'une réponse doit être apportée aux habitants.

Monsieur GROUTSCH répond que le problème n'est pas résolu, car il est déplacé dans une autre commune.

Monsieur BEBON déclare que la police ne se déplace plus pour des dégradations surtout lorsqu'il y a d'autres interventions à mener avec des situations de personnes blessées. La priorité n'est pas la même. Les caméras sont là pour aider la police.

Monsieur GROUTSCH répond qu'il a compris que les droits seront protégés mais que la réponse de la police est inadaptée et qu'il ne peut pas être d'accord avec ça. Il s'interroge sur le devenir de la société future et le déplacement des phénomènes de vandalisme dans les autres communes.

Monsieur le Maire indique que suite aux plaintes des habitants, aux incivismes et dégradations répétées, il n'a pas de réponse à apporter aux habitants.

Madame BASSOT dit que les policiers sont extrêmement fatigués suite aux événements menaçant la sécurité intérieure, or elle n'assure plus la protection du territoire comme elle le devrait.

Monsieur le Maire dit que les plaintes émanent des habitants, des associations et que les dégradations portent à présent sur bâtiments communaux, les écoles, les églises et même les habitations !

Monsieur GROUTSCH indique qu'il a expliqué son vote et les raisons qui le poussent à ne pas adhérer à ce projet.

POINT N°24 :

Prise en charge des frais pour la résidence d'auteur 2016

Monsieur Yannick GROUTSCH, Adjoint au Maire en charge de la Communication et de la Culture, explique au Conseil Municipal que la résidence d'auteur qui s'est déroulée en 2016 a rencontré un franc succès.

Monsieur Jacques JOUET, poète, a arpenté les rues de la commune et a rencontré ses habitants afin d'élaborer des poèmes.

Afin de faire le bilan de cette expérience artistique innovante, la Commune, le Conseil Départemental ainsi que l'Université de Lorraine souhaiteraient que l'auteur revienne en Moselle.

Le but recherché étant de donner de la visibilité au travail accompli dans un lieu adapté à savoir la librairie « Autour du monde » rue de la Chèvre à Metz.

A cette occasion, il donnera lecture des poèmes qu'il a composés le 19 mai 2017 à 18h00.

Le Conseil Départemental et l'Université de Lorraine n'ont pas la possibilité de prendre en charge les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration de l'auteur lors de sa venue.

Monsieur GROUTSCH précise que l'artiste ne restera qu'une seule nuit dans le département avant de repartir vers Paris.

Sur proposition de Monsieur Yannick GROUTSCH, Adjoint au Maire en charge de la Communication et de la Culture, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser la Commune à prendre en charge les postes de dépense énumérés ci-dessus dans la limite de 350 euros T.T.C.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à prendre en charge les dépenses liées au déplacement, à l'hébergement et à la restauration de Monsieur JOUET, dans la limite de 350 euros T.T.C.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents liés aux dépenses.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Pour : 19
Abstention : 1
(Jérôme DESFORGES)

Monsieur GROUTSCH demande que la délibération soit modifiée et que le mot « commune » soit ajouté dans la délibération. Il estime que la délibération ne retrace pas l'état d'esprit du projet, et pourrait laisser supposer que la commune se désolidarise du Conseil Départemental et de l'Université alors que le montant à prendre en charge est minime. Il demande à ce que soit ajouté le mot « commune ».

POINT N°25 :

Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

Monsieur le Maire explique aux conseiller municipaux, que la CLECT a pour mission d'une part d'évaluer le montant des charges financières transférées à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale au regard des compétences exercées et d'autre part de calculer les attributions de compensation versées par l'EPCI à chaque commune membre.

Le rapport annexé à la présente délibération traite :

Du dispositif de prise en charge intercommunal partielle du service d'état civil liée à l'implantation de nouveaux établissements hospitaliers sur le territoire de Metz Métropole.

Du transfert de compétences au 1^{er} janvier 2017.

Le rapport contient l'estimation les contributions individuelles des communes à Metz Métropole pour chaque thématique développée.

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver ce rapport.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le rapport de la CLECT ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE le rapport de la CLECT annexé à la présente délibération.

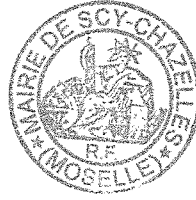
CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

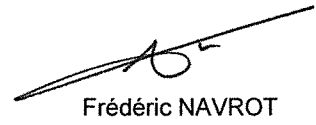
Fin de la séance à 20h45

Le Secrétaire de Séance,


Christian HANEN



Le Maire,


Frédéric NAVROT